

# Au Groenland, le projet d'annexion sidère les «alliés» européens

«La légitimité de la liberté du peuple groenlandais doit être le fil rouge des Européens», juge Pierre Haroche, spécialiste de la politique européenne. Un argument de poids, y compris pour les électeurs américains.

«D'une manière ou d'une autre, nous aurons le Groenland», a répété Donald Trump le 11 janvier. Le président des Etats-Unis n'en démord pas. Ses ambitions sur le territoire autonome du Danemark ne se limitent pas à une coopération renforcée ou à une location temporaire. Son objectif est l'annexion, par l'achat ou par la force. Face à ce projet déconcertant, la réaction des Européens paraît timorée. Maître de conférences en politique européenne et internationale à l'université catholique de Lille, Pierre Haroche précise les enjeux de ce dossier pour l'Europe.

*Des accords de défense existent entre les Etats-Unis, le Groenland et le Danemark avec la latitude de les étendre. Pourquoi Donald Trump n'use-t-il pas de cette voie et opte-t-il pour une attitude agressive?*

Il est important d'observer que tous les arguments militaires et économiques mis en avant par les Etats-Unis ne nécessitent absolument pas d'avoir la souveraineté sur le Groenland. Des accords militaires existent. Le partenariat économique peut être développé.



**Le Première ministre danoise Mette Frederiksen peut-elle espérer être entendue par Trump?**

Le Danemark est un allié tout à fait disposé à approfondir ce que souhaiteraient les Etats-Unis. L'idée que la souveraineté américaine sur le Groenland est nécessaire ne peut s'expliquer que par une volonté d'expansionnisme valorisé en soi. C'est ce qui est grave dans ce dossier. Je ne peux pas vous dire la raison pour laquelle le président Trump est très attaché à cette idée d'annexion. Mais ma crainte est qu'elle relève d'un mimétisme impérial par rapport à Vladimir Poutine et à la Russie, l'idée qu'une superpuissance digne de ce nom doit être capable, pour être reconnue, d'étendre ses frontières et faire la preuve de sa puissance. Il faut le condamner. ...

BELGA

## *... L'implantation économique de la Chine et de la Russie au Groenland ne justifie pas les craintes américaines?*

Les Etats-Unis peuvent en discuter avec le Danemark et le Groenland. Ils peuvent indiquer qu'il y a des vellétés chinoises et russes dans la région, demander de les surveiller davantage et de disposer de garde-fous qui évitent que des niveaux critiques puissent être franchis... Le Danemark, le Groenland, les alliés de l'Otan n'auraient aucun problème à coopérer sur ces questions. Cette préoccupation ne nécessite pas une souveraineté américaine sur ce territoire.

## *Le Danemark et l'Union européenne auraient-ils intérêt à proposer des garanties de sécurité plus fortes au Groenland pour répondre aux revendications américaines?*

Il est toujours utile de proposer d'offrir une sorte de porte de sortie aux Américains à partir du moment où l'on considère que l'annexion par la coercition est une hypothèse sérieuse. Si le peuple groenlandais vote pour son indépendance, si le gouvernement groenlandais négocie avec les Etats-Unis un traité par lequel l'île définit un partenariat avec les Etats-Unis, si ce traité est ratifié par référendum par la population..., les Européens n'auraient rien à redire à cela. C'est la liberté souveraine du peuple groenlandais, dont l'autodétermination est reconnue par le Danemark, de rester dans le royaume ou de le quitter. Il fait ce qu'il veut. Le problème n'est donc pas que le Groenland se lie avec les Etats-Unis, il est qu'on demande aux Groenlandais de le faire sous la contrainte, par exigence et non par une discussion respectueuse. Prendre au mot leur prétexte et dire aux Etats-Unis que l'on peut discuter des aspects de sécurité est possible. Les personnes travaillant à l'Otan, qui sont les plus inquiètes d'un risque de conflit, sont prêtes à montrer que l'organisation peut gérer les relations entre le Danemark et les Etats-Unis. Elles seraient sans doute très heureuses de mettre en place une mission au Groenland sur le modèle de celles menées dans la mer Baltique et de démontrer ainsi que la sécurisation de l'île peut être obtenue par la voie multilatérale. Mais cela doit aller de pair



**«Les Européens ne doivent pas tomber dans le piège de répondre aux Etats-Unis sur le même plan.»**

**Pierre Haroche, spécialiste de la politique européenne.**



avec un argument très ferme sur l'impossibilité d'une annexion par la contrainte. Il faut en dissuader les Etats-Unis si c'est leur objectif.

## *Si une opération militaire ou une action hostile est menée par les Etats-Unis contre le Groenland, est-ce la fin de l'Otan?*

Ce n'est pas forcément la fin de l'Otan parce que, dans l'absolu, sa mission pourrait être reformulée si vraiment les Etats-Unis se lançaient dans un conflit avec un de ses membres. L'Otan pourrait devenir une organisation européenne. Mais c'est un autre sujet. Du moins, cela signifierait de façon immédiate la paralysie de l'Alliance parce qu'aucune décision ne pourrait plus passer par elle et que cet état de fait inciterait tout le monde à la court-circuiter. Mais il ne faut pas partir du principe qu'une action américaine au Groenland est une fatalité et que les Etats-Unis l'activeraient de gaieté de cœur. Donald Trump est tout de même assez contraint par sa base électorale sur les questions militaires. Beaucoup de gens ont voté pour lui et le soutiennent parce qu'il s'est présenté comme le président antiguerre. C'est la



**En visite sur la base américaine de Pituffik, le vice-président J.D. Vance avait reçu un accueil glacial des Groenlandais.**

clairs sur les garanties de sécurité. Cette absence de résultat démontre que plus d'indépendance militaire est le seul investissement indispensable aujourd'hui.

*Quel geste devraient idéalement poser les Européens face aux prétentions américaines sur le Groenland?*

Il ne faut pas tomber dans le piège de répondre aux Etats-Unis sur le même plan. Certains affirment que l'Union européenne devrait montrer sa force militaire. Je comprends la motivation de vouloir s'opposer avec la plus grande fermeté à la menace américaine, mais il y a un risque en matière d'image. A savoir donner l'impression que dans ce conflit, c'est l'opposition d'un colonisateur contre un autre. S'ils veulent opposer aux Américains les armes les plus fortes à leur disposition, les Européens doivent invoquer la légitimité de la liberté du peuple groenlandais. Elle doit être leur fil rouge. Les Européens ne prétendent pas que le Groenland doit rester danois ou demeurer lié à l'UE d'une manière ou d'une autre. Ils n'affirment pas qu'ils ont des droits militaires sur ce territoire. Ils ne dictent rien à ce peuple. Leur seule boussole est que le Groenland ne doit pas se faire imposer une solution par la force. Cette position est très légitime. Elle le serait même aux yeux du public américain. Et il serait très difficile pour l'administration Trump, moralement et politiquement, de s'y opposer frontalement. Plutôt que de vouloir se mettre en avant, les Européens doivent donner aux Groenlandais les moyens d'assurer le contrôle de leur territoire, leur sécurité, par des garde-côtes ou des apports de cet ordre. Et leur assurer qu'ils réagiront très fermement s'ils sont brutalisés. Il est important de s'appuyer sur eux, parce que ce sont eux qui sont légitimes, eux qui sont les potentielles victimes. ●  
Entretien: **G.P.**

raison pour laquelle il a toujours pris soin, contre l'Iran ou contre le Venezuela, de mener des opérations extrêmement brèves de nature à affirmer la puissance des Etats-Unis, mais sans tomber dans le mode de la guerre sans fin qu'il a tant de fois dénoncée. Je pense donc que Donald Trump ne serait pas très à l'aise dans un conflit ouvert au Groenland. Autant il était possible, même si c'était illégal, de présenter Nicolás Maduro comme un ennemi des Etats-Unis, autant il sera très difficile de prouver à l'électeur américain que le peuple groenlandais, attaché à sa liberté, est une menace et un adversaire. A ce stade, les sondages aux Etats-Unis sont très négatifs à l'égard de l'annexion du Groenland et extrêmement négatifs à l'égard de tout emploi de la force pour le faire. L'administration américaine n'a pas une marge de manœuvre très large sur cette question.

*Comment analysez-vous, à ce stade, la réaction des Européens?*

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de France, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Pologne et du Danemark ont dit clairement, le 6 janvier,

dans un communiqué conjoint qu'il est hors de question de contraindre le destin du Groenland par la force. C'est clair. Mais on voit bien que les Européens sont mal à l'aise de critiquer sur la question du Groenland ceux – les Américains – à qui ils demandent de l'aide en matière de garanties de sécurité pour l'Ukraine. De façon plus générale, cette ambivalence démontre que la protection américaine suit une évolution qui conduit à ce qu'elle soit de plus en plus limitée et coûteuse. Les Etats-Unis soutiennent que les Européens doivent faire 99% des efforts et qu'ils les protégeront à la marge. C'est le message que l'on a depuis un an. Cette situation ne fait qu'encourager les Européens à chercher, comme le dit de plus en plus souvent la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, l'indépendance en matière de défense. Parce que si elle est faible, coûteuse et fragile, cette protection américaine a beaucoup de défauts. Il suffit d'analyser les dernières discussions de la coalition des volontaires pour l'Ukraine, le 6 janvier à Paris. Les dirigeants européens n'ont même pas réussi à arracher aux négociateurs américains des engagements très